

Questions orales

LES CONFLITS D'INTÉRÊTS

L'ACCÈS DU PUBLIC AU REGISTRE DES AVOIRS FINANCIERS
DES MINISTRES—LES MOTIFS DE L'ATTENTE

M. Allan Lawrence (Northumberland-Durham): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Étant donné que, le 18 décembre dernier, le premier ministre s'est engagé à laisser bientôt le public avoir accès au registre où figurent les avoirs financiers des ministres de son gouvernement, nous dirait-il maintenant comment il se fait que le public ne puisse pas encore l'examiner?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, la question est fort opportune. Le député a parfaitement raison de la poser, car j'avais alloué aux ministres, pour des motifs de régie interne, jusqu'au début de l'année pour s'exécuter. Le registre n'était pas prêt au moment où le travail fut exécuté par un fonctionnaire du bureau du Conseil privé. Quoi qu'il en soit, des dispositions ont été prises au cours de l'été, les affectations nécessaires ont été faites, et des locaux ont été trouvés. J'ai discuté de la chose avec le ministre de la Consommation et des Corporations qui sera chargé, non pas de l'application des principes directeurs, mais de la présence de ceux qui devront tenir le registre à jour. Le ministre m'a dit que le public pourrait avoir accès à ce registre à compter du 15 novembre. Je puis donner au député l'assurance que les ministres ont été exhortés à se conformer auxdits principes directeurs dès le mois de janvier ou mars.

M. Lawrence: Puisque d'autres gouvernements du pays qui ont instauré ce système de registre ont pu le mettre en œuvre dans les deux semaines suivant l'annonce de son adoption par les chefs des gouvernements en cause, le premier ministre peut-il nous expliquer pourquoi il a fallu de sept à huit mois pour l'appliquer ici?

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, il y a eu une élection au printemps. Le cabinet a été occupé...

M. Stanfield: A lutter.

M. Trudeau: Le chef de l'opposition dit que nous étions occupés à lutter.

Une voix: Vous avez encore des muscles?

M. Trudeau: Oui, nous en avons encore. Je tiens à informer le député et la Chambre que les nouveaux ministres ne pourront peut-être pas tous satisfaire aux exigences du système avant le 15 novembre.

Des voix: Oh, oh!

M. Trudeau: Cette date limite est évidemment fixée pour ceux qui ont déjà occupé un ministère. J'ai accordé un peu plus de temps aux nouveaux ministres pour organiser leurs affaires conformément à ces principes directeurs.

[M. Sharp.]

L'INDUSTRIE

L'OPPORTUNITÉ DE L'ACQUISITION DE L'UNITED AIRCRAFT
COMPANY PAR LE GOUVERNEMENT

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre. Comme le gouvernement fédéral a accordé plus de 60 millions de dollars en subventions à la société United Aircraft et qu'il a d'autre part l'intention de prendre en charge de Havilland et Canadair, songe-t-il aussi à acquérir United Aircraft, dont l'usine de Longueuil est touchée depuis plus de neuf mois par une grève et qui fait exécuter par sa société mère américaine une bonne part des travaux jusque-là exécutés au Canada?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, tout ce que je puis dire pour l'instant c'est que je vais réfléchir à la question du député. Je suis cependant en mesure de l'informer que nous nous sommes penchés sur la situation de l'entreprise United Aircraft, qui nous préoccupe, et aussi sur le cas d'autres sociétés contrôlées de l'étranger, pas toujours à l'avantage des ouvriers et de la population du Canada.

* * *

LA MAIN-D'ŒUVRE

L'ENVOI DE BRISEURS DE GRÈVE VERS LES USINES D'UNITED
AIRCRAFT PAR LE BUREAU DE MONTRÉAL

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Pourquoi, dans la région montréalaise, les bureaux de la Main-d'œuvre dirigent-ils sur les usines de la société United Aircraft à Longueuil les personnes en quête de travail? Si ces personnes suivent les conseils du ministère, elles se trouveront à briser la grève.

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, je remercie le député du renseignement. Je ne pense pas qu'il soit tout à fait exact. Mais s'il l'est, je ne manquerai pas d'intervenir parce que ce ne serait pas conforme à la politique du gouvernement que de jouer aux briseurs de grève.

* * *

L'AGRICULTURE

LES ŒUFS—LA PRISE DE CONNAISSANCE DE LA SITUATION
PRÉCAIRE PAR LE MINISTÈRE—LES MESURES ENVISAGÉES

M. Perrin Beatty (Wellington-Grey-Dufferin-Waterloo): J'ai une question à poser au ministre de l'Agriculture, monsieur l'Orateur. Elle fait suite à celle qu'a posée hier le député de Perth-Wilmot. Le ministre a reconnu qu'il savait que des œufs d'une valeur de \$900,000 allaient se gâter peu de temps avant leur destruction. Le ministre et ses fonctionnaires savaient-ils au printemps dernier et au début de l'été que les réserves d'œufs étaient telles que les installations d'entreposage ne suffisaient plus et qu'il avait fallu en entreposer, en d'autres endroits, dans des aménagements destinés aux pommes? Si oui, quelle mesure a prise le ministère pour réduire l'accumulation avant que les œufs ne pourrissent?